

ZOOM

Le ministre se frotte au terrain

Dossiers chauds: Oskar Freysinger reste serein

Des élèves timides, mais motivés

Sur les pas d'Oskar

MONTHHEY En cette semaine de rentrée, le chef du département a visité un CO du Chablais.

CONCRET Se confronter à la réalité du terrain. C'était l'objectif d'Oskar Freysinger, chef du Département de la formation, lors de sa visite au cycle d'orientation de Monthey hier après-midi. Comme l'an dernier, en cette semaine de rentrée scolaire, le conseiller d'Etat a tenu à se rendre dans un établissement du Haut-Valais et dans un autre du Bas-Valais. «C'est important pour moi de rencontrer des écoliers et des enseignants pour connaître leurs préoccupations», a-t-il expliqué à l'une des élèves du cycle montheyan curieuse de connaître la raison de la venue d'un conseiller d'Etat. «Vous nous avez choisis alors...», s'est-elle ré-

jouie en entendant la réponse d'Oskar Freysinger. Accompagné par Jean-Marie Cleusix, chef de l'enseignement, et par Ariane Doyen, collaboratrice scientifique, le chef du département a rencontré quelques dizaines d'élèves de première, deuxième et troisième années sur les 513 que compte le cycle montheyan.

Les visiteurs d'un jour ont suivi les adolescents dans des cours divers comme l'informatique, l'économie familiale ou les sciences. «Ah ici, je vois que c'est la section des geeks...», s'est exclamé Oskar Freysinger en découvrant les adolescents devant des ordinateurs. «Combien avez-vous d'heures d'informatique par semaine?»,

a-t-il ensuite demandé. «Une heure», a répondu un élève. «Et tout se passe bien pour vous?», a ajouté l'ancien enseignant.

Redorer l'image du collège

Au fil de la visite, Oskar Freysinger s'est beaucoup intéressé aux projets professionnels des adolescents. «Je constate qu'ici, vous êtes nombreux à vouloir faire ECG (ndlr: école de culture générale). Il y en a qui veulent faire le collège?», a-t-il demandé aux élèves d'une classe de troisième année, constatant ainsi un intérêt moins élevé des élèves pour les études gymnasiales. «Nous devons redorer l'image du collège, car nous avons constaté que les collèges du canton avaient perdu



Après Collombey en 2013, Oskar Freysinger, accompagné notamment d'Ariane Doyen, collaboratrice scientifique (en rouge), a choisi de rendre visite cette année aux élèves du CO de Monthey. SACHA BITTEL

18 classes depuis 2011. C'est l'une de mes inquiétudes», a d'ailleurs confié le chef du département, à l'heure de l'apéro avec les enseignants. Un dossier gymnasiale qui est donc sous la loupe du service de l'enseignement. «Nous réfléchissons à des mesures à prendre pour retrouver le nombre d'étudiants de 2011. Actuellement, le taux de collégiens est de 17%;

nous devons retrouver le taux de 20%. Sinon, on risque, dans trois à cinq ans, de devoir commencer à employer des gens d'autres cantons dans des professions universitaires», a souligné Jean-Marie Cleusix.

De sa visite au cycle montheyan, Oskar Freysinger dit avoir été frappé par l'indécision des élèves de deuxième année quant à leur choix professionnel. «Par

contre, en troisième année, les jeunes avaient l'air d'avoir fait leur choix. Ils semblaient déterminés.»

Point commun cependant à tous les adolescents rencontrés: leur timidité. «Je leur fais peut-être un peu peur... Pourtant, je m'habille de façon décontractée», a plaisanté le conseiller d'Etat avant de partager un verre avec les 56 enseignants du lieu. ● CHRISTINE SAVIOZ

LES DOSSIERS CHAUDS DU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

La rentrée scolaire est synonyme aussi de rentrée politique pour le service de l'enseignement. Son chef Oskar Freysinger devra gérer dans les mois qui viennent trois dossiers chauds qui concernent autant son équipe que la qualité de l'enseignement à travers la gestion du budget de l'Etat.

1 LE DOSSIER CLEUSIX

Les démêlés fiscaux entre le chef du service de l'enseignement Jean-Marie Cleusix et la commune de Leytron vont déboucher en septembre sur deux rapports du Grand Conseil, l'un de la commission de gestion et l'autre de la commission de justice. «Nous examinons si les institutions ont fonctionné. On y trouvera deux ou trois choses qui changent un peu la vision que l'on a du dossier notamment au niveau du rôle du Conseil d'Etat», explique pour la commission de gestion son président Narcisse Crettenand. La commission de justice s'est, elle, intéressée au travail de la commission de recours en matière fiscale puisqu'une partie du litige a été prescrit. «Nous répondrons très clairement à deux questions: pourquoi ce dossier fiscal a-t-il traîné à l'Etat aboutissant à la prescription et M. Cleusix a-t-il bénéficié de protection?», explique Serge Métrailler président de la COJU, qui devra aussi se déterminer sur d'éventuelles plaintes administratives et sur le maintien ou non de cette instance qui pourrait être remplacée par le tribunal cantonal. Une décision sera prise sur la fusion des deux rapports



et le Grand Conseil les traitera de toute manière en novembre.

Du côté des enseignants, Didier Jacquier, président de la SPVal, dit attendre beaucoup d'éclaircissement

«Je ne peux évidemment pas prendre position sur ces dossiers alors que des instances du Parlement sont en train d'enquêter. Comme je l'ai dit à quelques reprises, je reste très confiant quant aux conclusions de cette double démarche pour mon chef de service.»

de ces rapports «parce que jusqu'à maintenant nous ne savons pas sur quel pied danser», confirmant aussi que les relations se sont normalisées avec le chef de service.

● VF

2 LE DOSSIER DOYEN

La nomination d'Ariane Doyen comme collaboratrice scientifique avait fait «jaser» le monde politique, en raison de son appartenance à l'UDC comme vice-présidente – «on assiste à une purification de postes clés» avait critiqué le président du PDC Serge Métrailler –, mais aussi et surtout parce qu'elle a retiré ses enfants de l'école publique. «Doit-on s'attendre à un travail acharné de Mme Doyen pour rapprocher l'école valaisanne de l'école intégriste qu'elle a choisie pour ses enfants», s'était interrogé le président du PS Gaël Bourgeois. Si aujourd'hui, Ariane Doyen refuse de

répondre à ces questions se réfugiant derrière la communication du département, Jean-Marie Cleusix, le chef de service, donne des précisions. «Mme Doyen est une collaboratrice scientifique qui va se pencher sur le CO. En dessus d'elle, il y a cinq responsables. Elle n'a donc pas les moyens que lui prêtent ses contradicteurs.» Pour Didier Jacquier de la SPVal, l'enjeu est clair. «Si Ariane Doyen a la même vision de l'école que celle qu'elle a défendue lors d'un débat télévisé face à moi il y a fort longtemps, nous avons du souci à nous faire. J'espère que sa nouvelle fonction lui fera prendre des positions moins tranchées, plus en phase avec la réalité valaisanne.» ● VF

«Lorsqu'elle était enseignante au CO de Montana, il n'y a jamais eu de problème avec Ariane Doyen. Au contraire, c'était une excellente enseignante. Dans la procédure de nomination, elle a terminé première des auditions. Quant à ses convictions privées qui l'ont amenée à scolariser ses enfants ailleurs, ce n'est pas mon problème. Aurait-on critiqué un collaborateur scientifique de gauche qui aurait mis ses enfants à Ardèvez?»

3 LE DOSSIER BUDGET

Septante-six postes d'enseignants en moins pour 944 élèves en plus sur l'ensemble du canton. Cela donne une moyenne par classe de 22 élèves, mais avec des disparités régionales très fortes qui peuvent déboucher sur des effectifs supérieurs à 25 élèves. «Pour l'instant, j'ai connaissance d'une seule classe dans le canton qui dépasse les 28 élèves au collège des Creusets. J'ai demandé à son recteur de m'apporter des solutions. Aujourd'hui, le département est là pour régler ce type de problèmes», concède Jean-Marie Cleusix qui connaît exactement l'étendue du problème dans deux semaines. «Une classe de 28 élèves à deux degrés, c'est tout simplement impossible à gérer» a avoué hier soir Didier Jacquier, le président de la SPVal sur le plateau de Canal9. Pour lui, «faire aussi bien avec aussi peu cela devient difficile». Un groupe de travail va se réunir le 3 septembre sous l'égide du département pour trouver des solutions. «Nous attendons non pas qu'on nous propose des coupes, mais qu'on défende véritablement l'école», nous affirme Didier Jacquier. ● VF

«Au collège, on peut gérer une classe de 28 élèves. Dans un grand centre urbain, quand on dépasse la moyenne de 22 élèves, ça devient délicat. Dans tout le travail qui concerne le futur budget, il faudra faire comprendre cette réalité au monde politique. Si on veut maintenir des écoles dans toutes les vallées avec obligatoirement des effectifs réduits, il y a un prix à payer pour ne pas surcharger les centres.»